

M. DENIS LECLERC :

C'était...

2620

LA PRÉSIDENTE :

Bien, merci beaucoup, Monsieur Groleau, pour votre présentation.

2625

M. DENIS LECLERC :

Merci.

M. ÉRIC GROLEAU :

2630

Merci à vous.

LA PRÉSIDENTE :

2635

Merci. Alors, nous prenons une brève pause et nous entendrons notre prochain intervenant.

M. LÉANDRE PLOUFFE

2640

Comité BAILS

LA PRÉSIDENTE :

2645

Alors, nous recevons monsieur Léandre Plouffe du Comité BAILS dont nous n'avons rien lu jusqu'ici, mais nous allons vous écouter avec beaucoup d'attention.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2650

Bonsoir, merci. Oui, en effet, je me présente, Léandre Plouffe du Comité BAILS – base pour l'action et l'information sur le logement social –, un comité logement à Hochelaga-Maisonneuve.

LA PRÉSIDENTE :

2655

O.K.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2660

En effet, ce n'est pas que je désire rester mystérieux, mais la rédaction du mémoire que je compte déposer dans les temps réglementaires me prend un peu plus de temps que prévu. Je crois avoir jusqu'au 28. Donc, ce sera une surprise pour vous et moi.

LA PRÉSIDENTE :

2665

Que nous attendrons, que nous attendrons. Allez-y, Monsieur, pour nous présenter peut-être les grandes lignes de ce que vous préparez.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2670

Je vais peut-être consulter les notes à l'occasion pour structurer un peu mes idées. Des fois, je vais peut-être lire, mais je vais essayer de rester en contact avec vous. Je ne doute pas du tout de votre bonne foi ou de votre bon jugement. Je crois que vous êtes des personnes humaines, je le reconnais. Vous me voyez, je vous vois. Mais je pense que l'exercice auquel on se prête en ce moment est un peu absurde, est un peu vide de sens. Ce qu'on fait là ensemble, c'est une manière de retarder, de retarder ce que des milliers de personnes, des groupes, des organismes communautaires, des citoyens, citoyennes, logés et non logés revendiquent depuis des lunes.

2675

On le sait ce qu'il y a à faire. On le sait c'est quoi les causes structurelles, systémiques. Et pourtant, on est là à palabrer et à... dans un temps imparti qui n'est pas suffisant pour réfléchir

2680

collectivement et individuellement en passant un à un à : c'est quoi les solutions collectives qu'on doit prendre pour arriver à endiguer ce qu'on appelle la crise de l'itinérance ou la crise du logement qui...

2685 La crise de l'itinérance est engendrée comme l'ont dit tant et tant d'autres intervenants, intervenantes avant moi, est engendrée par une augmentation des évictions dû à la flambée du coût des loyers. Et si on remonte plus haut – parce que les causes, elles sont structurelles – qu'est-ce qui, structurellement, achoppe? Eh bien, c'est le rôle de l'État et du Capital qui s'accumule et qui s'accumule au détriment des besoins essentiels fondamentaux des personnes qu'on ignore, qu'on dénigre, qu'on marginalise, qu'on invisibilise, qu'on exclut et qui, de plus en plus, qu'on réprime.

2690 Et ça, c'est une pratique de plus en plus systématique. On parle de rapport de pouvoirs, on parle de rapport de classes ici, on parle de rapports où il y a une classe, une élite, qui domine, qui bénéficie d'un système qui les favorise systématiquement. Il y a des gens qui ne mangent pas, il y a des gens qui dorment dehors quand ils dorment, parce que souvent, ce qui arrive, c'est qu'on les interpelle, on les force à se déplacer, on leur donne des amendes. La Ligue des droits et libertés l'a dit. Elle a déposé un mémoire, il y a des règlements municipaux. On leur donne des amendes.

2700 On les... Des fois, on les met en prison, mais on ne les garde pas en prison parce que ça coûte plus cher les avoir en dedans que de les avoir dehors. Mais quand ils sont dehors, on ne veut pas les tolérer non plus parce qu'ils sont visibles. Puis l'idée derrière, c'est quoi? C'est de rendre les villes propres. Et on dit « sécuritaire ». Sécuritaire pour qui? Bien, pour les classes moyennes et supérieures qui, elles, ont la possibilité de se loger parce qu'elles, elles participent au système.

2705 Donc, j'ai hâte qu'on prenne le temps, peut-être... En fait, je vous invite à lire le mémoire que je n'ai pas encore déposé pour prendre le temps de réfléchir convenablement aux vastes questions que je soulève là par ces simples mots, mais ce que j'aimerais pointer du doigt aujourd'hui, c'est la déresponsabilisation, j'ai envie de dire, à tous les niveaux, mais surtout des élus municipaux, en fait, des administrateurs, administratrices de la Ville de Montréal qui, par toutes sortes de mécanismes, en fait, évitent d'assumer leur rôle qu'ils pourraient faire, dans le sens qu'on pourrait décider de tolérer les campements. Ça, plusieurs personnes l'ont dit.

2715 On pourrait créer des espaces de partage, des espaces qui sont véritablement non seulement publics, mais communs, où on ne discrimine pas les usages, où on ne discrimine pas les personnes. Puis là, c'est des processus très, très complexes comme ceux de la gentrification qui contribuent à modifier substantiellement le tissu social des quartiers populaires, comme Verdun, Hochelaga-Maisonneuve, Centre-Sud. Bla, bla, bla, bla, bla, bla, bla.

2720 Honnêtement, vous allez finir de travailler sur vos recommandations, puis là, la Ville... Je vais tout écrire dans mon mémoire, vous lirez mon mémoire. Mais vous allez finir de lire tous nos mémoires, vous allez compiler ça, vous allez faire des recommandations, et la Ville, elle va se torcher avec. C'est ça qui va se passer. Je manque peut-être de bonne foi ici pour plusieurs qui nous écoutent et qui nous suivent avec attention.

2725 Je veux être clair là-dessus parce qu'au Comité BAILS, nous, on travaille avec les personnes qui sont mal logées, les personnes qui sont sur des listes d'attente depuis des années pour des HLM. Puis ces personnes-là, en fait, souvent, bien, à cause de toutes sortes de trajectoires de vie différentes, elles se retrouvent à être un peu désorganisées, à manquer de capacité à se mobiliser. Puis des fois, ça arrive, des malchances. Mais les gens, on les enlève des listes d'attente quand on n'arrive plus à avoir de réponse parce qu'on perd leur trace. Ça fait qu'il y en a beaucoup. Il y a des milliers, des dizaines de milliers de personnes sur les listes d'attente. Ça prend des années. Il y a des gens qui m'ont dit : « Je voulais que mes enfants aillent à l'école puis qu'on ait une place ensemble où rester, mais là, ils sont rendus majeurs. »

2735 Tantôt, il y a une femme qui est venue. Pourquoi je n'ai pas fini de rédiger mon mémoire? Parce que... En fait, il y a plein de situations, mais à tous les jours, moi, je reçois du monde, ils me racontent leur vie. Il y en a un, il s'en allait se faire expulser de son logement et il était suivi par deux travailleurs sociaux, une travailleuse de rue. Il était allé au TAL, il avait eu des difficultés à ramasser ses papiers. Le Comité BAILS, nous, on a réussi à le sauver. Ce n'est pas encore conclu comme entente, mais on va trouver une solution. Comment? Bien, en se parlant.

2740 Je me suis rendu compte qu'en allant voir les personnes qui gravitaient autour de lui, les personnes qui se soucient de sa santé puis de son sort, puis avec les intervenants, les groupes comme les intervenants sociaux, je me suis rendu compte qu'on était capables de ne pas le laisser

2745 tomber dans un trou de service. Parce que tout le monde a une approche individualisante puis une
approche en silo. Puis c'est ce que j'entends souvent, en fait, c'est que ce qu'on voudrait, c'est que
les groupes se parlent, qu'il y ait de la solidarité, qu'il y ait...

2750 Puis là, ce qu'il arrive, c'est que les organismes communautaires, ils ont peur. Ils ont peur de
s'exprimer. Tout le monde qui passe ici puis qui amène ses petites... Ils font des courbettes parce
qu'ils ont... En fait, la vérité, c'est que les gens, bien, un, ils sont stressés parce que c'est un dispositif
assez impressionnant : on est ici devant du monde avec l'éclairage et tout, on passe sur la caméra.
2755 Mais les gens, ils ont peur de s'exprimer, ils ont peur de perdre leur financement, ils ont peur de
perdre leur crédibilité, ils ont peur de perdre leur *job* s'ils ne sont pas à des postes de direction. Il n'y
a pas beaucoup de gens sur le terrain ici. C'est souvent des gens qui sont dans la représentation,
qui essaient de sourire : « Oui, bonjour. Oui. Ah, on va avoir du financement à 40 %, on va faire une
conférence de presse pour applaudir. »

2760 Vous lirez mon mémoire, mais ce que je veux vous dire, c'est ça, c'est qu'en fait, je trouve ça
un petit peu absurde, et c'est dommage parce que je n'ai rien contre vous, mais historiquement et
encore aujourd'hui, l'OCPM, c'est une instance de légitimation pour des décisions prises d'avance
en amont à huis clos par des acteurs élus et non élus, et ça nous l'illusion de participer à une
discussion démocratique qui ne l'est pas.

2765 **LA PRÉSIDENTE :**

Écoutez, je peux vous garantir que nous allons lire avec beaucoup d'intérêt votre mémoire. Je
comprends que vous soyez sceptique. Ce n'est pas des situations faciles pour personne ici dans
cette salle, on en convient. De là à présumer que les décisions sont prises d'avance, on ne peut pas
2770 faire ça, c'est amoral et c'est... On n'en est pas là. Nous avons une expérience à l'OCPM. Nous,
nous sommes des commissaires indépendants dans une certaine mesure, mais nous savons que
plusieurs rapports de l'OCPM ont porté fruit dans un changement social important.

2775 Alors, nous sommes portés par ça, je comprends votre scepticisme. C'est une situation
extrêmement complexe, mais on va la regarder avec toutes les informations et la sensibilité du cœur

et de la tête que nous avons. C'est là-dessus que je voudrais conclure ma petite présentation. Je ne sais pas si mes collègues ont envie de poser une question?

M. DENIS LECLERC :

2780

On arrive au bout des audiences. Vous êtes l'avant-dernier intervenant d'une soixantaine d'intervenants. Vous avez raison, on a souvent entendu : « On connaît les solutions, on connaît les grandes solutions. » Puis je pense que si on parle du logement ou tout ça, l'accès au logement – puis vous travaillez à ce niveau-là. Ceci dit, j'attirerai votre attention sur le fait que beaucoup de perspectives ont été présentées devant nous, que ce soit celles de commerçants, du service des transports, des perspectives de personnes qui côtoient ou qui vivent l'itinérance. Et on ne peut évidemment pas présumer des résultats puis encore moins des suites qui y seront donnés.

2785

Bon, vous me permettrez d'être en désaccord dans le sens où on croit à l'exercice démocratique. Maintenant, comme tout exercice, il peut avoir ses faiblesses puis ses angles morts, mais j'ose penser qu'on pourra le faire. Puis même dans votre présentation, vous avez eu des particularités ou des angles que vous faites valoir, qui ne sont pas exactement les mêmes que certains autres, et ainsi de suite.

2790

Donc, je conclus avec ça : oui, des grandes orientations. Puis si on parlait de l'accès au logement, c'est un thème qu'à peu près tout le monde nous a parlé. Ça, c'est assez unanime. Puis ce n'était que de ça, c'est vrai qu'une consultation puis une réflexion collective sur l'enjeu de l'itinérance seraient futiles. Ce n'est pas que cela, et il y a beaucoup d'éléments. On nous a parlé de façon très originale de l'aménagement, on nous a parlé de toutes sortes de choses. Et à ce titre-là, moi, je pense que... j'ose penser – puis essayons de demeurer optimistes avec tout le travail qu'on a fait – qu'on essaiera de faire valoir les choses, mais votre perspective, on l'entend puis...

2795

2800

LA PRÉSIDENTE :

2805

Judy?

Mme JUDY GOLD :

2810 Oui. Bonsoir. Vous êtes sceptique, je comprends, mais vous êtes ici quand même.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2815 Bien sûr.

Mme JUDY GOLD :

2820 Alors, merci, d'abord. Oui, on connaît les sources de problèmes, vous les avez décrits. On les savait avant qu'on ait décidé de prendre le mandat. On était très conscients des problèmes devant nous puis la complexité du mandat qui nous était confié par la Ville. Néanmoins, peut-on être contre le débat public? Est-ce que les... on peut avoir un peu d'espoir que les débats publics, peut-être, peuvent amener un changement?

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2825 Je peux répondre?

Mme JUDY GOLD :

2830 Oui.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2835 Je m'excuse vraiment si l'opinion que j'ai exprimée aujourd'hui peut choquer certaines personnes. Non, non...

Mme JUDY GOLD :

Ça ne nous a pas choqués, absolument pas...

2840

M. LÉANDRE PLOUFFE :

Mais...

2845

Mme JUDY GOLD :

... puis au contraire, on apprécie.

2850

M. LÉANDRE PLOUFFE :

... je veux le dire, je veux le dire parce que, vraiment, des fois, je m'exprime avec un langage un peu coloré, puis oui, je suis sceptique, mais je pense que des fois, si on ne brasse pas la cage, des idées qui sont porteuses, qui sont inspirantes, bien, on ne les entend pas suffisamment. Ça fait que des fois, si on monte le ton, on n'écoute pas ce qu'on dit, mais des fois, si on est un peu plus acerbes, un peu plus cinglants, des fois ça porte fruit, des fois on a l'air d'une tête brûlée. Ça se peut que j'aie l'air d'une tête brûlée. J'en suis une de temps en temps. Comme tout le monde, on est imparfaits et inégaux. Différents états existentiels.

2855

Mais pour vous répondre, il n'y en a pas de débat public. On est en train de discuter vous et moi. On ne discute pas avec la population. On s'entretient puis ça va durer 20 minutes, puis après ça, « basta ». Je m'excuse.

2860

Mme JUDY GOLD :

Non.

2865

M. LÉANDRE PLOUFFE :

J'aimerais vraiment attirer l'attention sur : quand on parle de gestion de l'itinérance, bien, ça reflète des inégalités de pouvoir que... Il y a des gens, eux autres, ils sont gérés, c'est des objets de gestion. Voilà ce que ce sont. Et ces gens-là, on les expulse, on les renvoie aux marges, on les concentre dans des espaces concentrationnaires. Comme à Gatineau, il y a un projet de

2870

développement par Devcore. Je veux dire, ça, c'est le modèle que toutes les grandes villes au Québec trouvent bien, bien inspirant.

2875 À Québec, c'est tolérance zéro aussi pour les itinérants. Puis il y a juste un centre de nuit. Puis entre le centre de jour puis entre le centre de nuit, bien, il y a une heure à tuer, puis pendant ce temps-là, bien, on va interpeller des personnes qui font la file pour aller au centre de nuit, puis on saisit leurs affaires, puis on les brutalise. C'est ça qui se passe. On pourrait donner tant et tant d'exemples. Je reviens... Pour vous, mais aussi pour les gens qui nous écoutent, allez lire le

2880 mémoire.

LA PRÉSIDENTE :

Absolument.

2885

M. LÉANDRE PLOUFFE :

Ce que je voudrais rajouter, c'est aussi que...

2890

LA PRÉSIDENTE :

En terminant.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2895

En terminant, on assiste à une privatisation de plus grand, plus grande... de plus en plus grande de la sécurité. Certains l'ont abordé : COHAB, SIRCO, Squatter Squad et tant d'autres. Je vais juste insister sur SIRCO. SIRCO a obtenu un contrat pour un projet pilote qui va sûrement être reconduit, j'imagine, à Ville-Marie pour patrouiller, surveiller, faire du profilage dans les quartiers centraux, le quartier chinois, le Village, le Vieux-Port. Cette compagnie-là, si on se penche dessus, qu'est-ce qu'elle fait? Bien, plein de choses, mais notamment, elle démantèle un campement propalestinien à McGill, elle utilise la coercition alors qu'elle n'a pas le droit, elle collabore avec le SPVM.

2900

2905

C'est qui ces gens-là? Eh bien, si on regarde un peu plus... d'un peu plus près, derrière cette compagnie-là de sécurité privée, on retrouve des gens comme Pierre-Karl Péladeau qui, via un holding, une société à portefeuille, investit et a des parts dans l'entreprise, a des voix dans l'entreprise. C'est le deuxième bénéficiaire derrière le PDG. Il y a des administrateurs de Gowling. C'est des intérêts très, très puissants que nommer... Nommer ces intérêts-là, c'est dangereux. C'est dangereux parce qu'on est passibles de poursuites, on est passibles d'intimidation, d'incarcération. Comment on fait pour transformer ces systèmes si on n'est pas capables de parler sur lui?

2910

LA PRÉSIDENTE :

2915

Je vais vous demander de conclure parce que nous avons une dernière personne à entendre ce soir. Mais je pense que vous êtes quelqu'un qui assumez vos propos, et je vous remercie vraiment d'être passé devant nous. Avez-vous un...

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2920

Un mot de la fin : ne perdez pas espoir, ne vous laissez pas aller à la sidération même s'il y a une montée de l'autoritarisme qui se traduit par plein de mesures répressives par rapport à la gestion de l'itinérance. Il ne faut pas baisser les bras et puis il faut aussi continuer de s'entraider parce que si on n'avance pas lentement avec les personnes qui avancent moins vite, bien, on n'y arrivera pas.

2925

LA PRÉSIDENTE :

Merci.

M. LÉANDRE PLOUFFE :

2930

Je vous remercie.

LA PRÉSIDENTE :

2935

Merci beaucoup.

M. DENIS LECLERC :

Merci.

2940 **LA PRÉSIDENTE :**

Nous allons prendre une pause et accueillir notre dernier invité de ce soir.

2945

Mme CAROLYNE GRIMARD
Université de Montréal – École de travail social

2950 **LA PRÉSIDENTE :**

Alors, nous allons accueillir comme dernière intervenante de cette session d'opinions madame Carolyne Grimard de l'Université de Montréal, de l'École de travail social. Madame Grimard est chercheur. Bonsoir, merci d'être avec nous.

2955

Mme CAROLYNE GRIMARD :

Bonsoir.

2960 **LA PRÉSIDENTE :**

Alors, vous aussi vous avez 10 minutes.

Mme CAROLYNE GRIMARD :

2965

Bien oui.